

Niveaux de vie et réformes de la société

En dix ans, la contestation a changé de camp

Les jeunes ont cédé la place aux non-diplômés

Georges Hatchuel, Jean-Luc Volatier

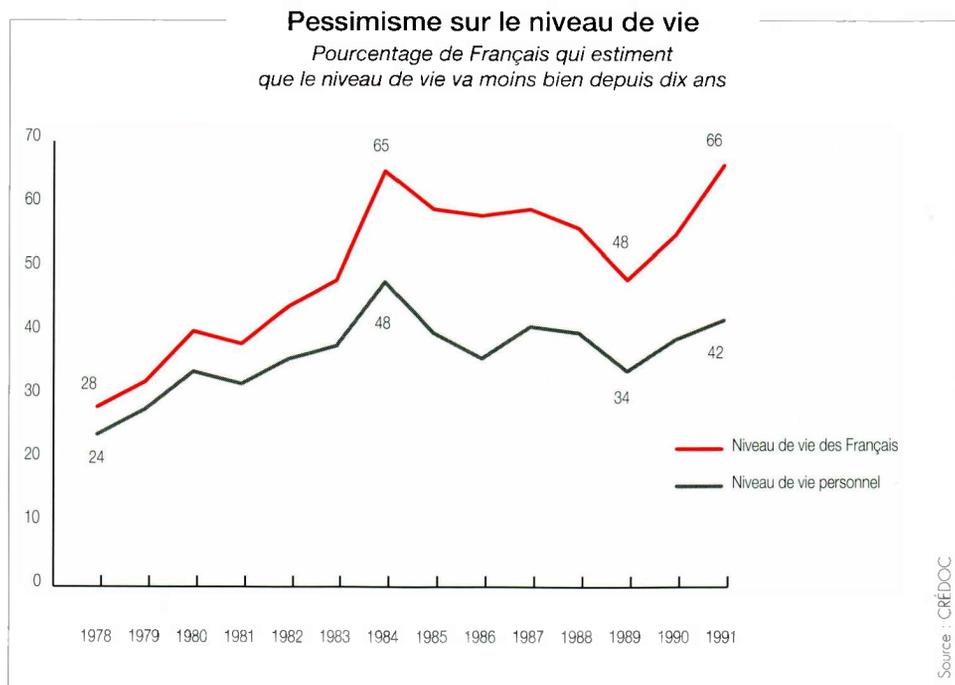
Parmi les diverses évolutions qui ont marqué les années 80, certaines ont déjà été évoquées dans ces colonnes : la montée de l'individualisme, la déculpabilisation vis-à-vis de l'argent ou l'accroissement des inquiétudes (voir Pour en savoir plus p.4). Mais d'autres, tout aussi profondes, sont intervenues qui méritent que l'on s'y arrête : un profond bouleversement est apparu dans les souhaits de transformation de la société. Au clivage «jeunes/personnes âgées» autour duquel ces souhaits se structuraient au début des années 80, s'est progressivement substituée une autre fracture, celle qui oppose les diplômés et les non-diplômés. Ainsi, 33 % des non-diplômés souhaitent aujourd'hui que la société se transforme par des réformes radicales, contre 25 % des diplômés du bac ou d'études supérieures. La situation était inverse il y a environ 15 ans : 22 % seulement des non-diplômés réclamaient en 1978 des réformes radicales, contre 35 % des diplômés du bac ou d'études supérieures. Encore faut-il rappeler que ces évolutions sont intervenues dans un contexte général où prime le sentiment d'une dégradation du niveau de vie, en France comme dans d'autres pays européens.

Le sentiment d'une baisse du niveau de vie

L'analyse des évolutions d'opinions sur les transformations attendues de la société passe par une meilleure compréhension

de la façon dont chacun considère que ses conditions de vie, son niveau de vie ont évolué dans les dernières années. De ce point de vue, deux types de constats méritent d'être rappelés.

Le regard que les Français portent sur leur niveau de vie personnel ou sur celui de l'ensemble de la population au cours des dix années passées s'est sensible-



ment détérioré. Ainsi, 24 % des Français estimaient en 1978 que leur niveau de vie *personnel* allait moins bien depuis dix ans. Ils sont 42 % en 1991. Les différences sont encore plus fortes en ce qui concerne la perception de l'évolution, non plus du niveau de vie personnel, mais de celui de *l'ensemble* des Français : 28 % de la population estimaient en 1978 que le niveau de vie des Français allait moins bien depuis dix ans ; ils sont 66 % en 1991. Or, ces sentiments de « pessimisme » ont grandi dans la population, alors que, dans le même temps, les conditions de vie des Français se sont globalement améliorées : les équipements de base sont proches de la saturation, des biens très sélectifs se sont mieux diffusés, davantage de Français disposent désormais de biens patrimoniaux (actions, biens immobiliers, etc.). Bien entendu, cette évolution globalement favorable en termes de taux de possession ne saurait masquer l'existence d'un plus grand nombre de chômeurs en fin de période ou de disparités entre catégories.

Tirer son épingle du jeu

Paradoxalement, cette dégradation ressentie est allée de pair avec le sentiment grandissant de mieux « s'en sortir individuellement ». En effet, en douze ans, les écarts se sont creusés entre perceptions générales de l'évolution du niveau de vie et perceptions personnelles, comme si l'on hésitait moins à reconnaître aujourd'hui qu'on est en quelque sorte « privilégié ».

● LA MONTÉE DU « MORAL DE GAGNANT »

	1978-80	1981-83	1984-87	1988-90
% de « gagnants » avoués* au sein de la population	18,9	22,5	29,9	28,5

*Français qui considèrent que leur niveau de vie personnel depuis dix ans a mieux évolué que celui de l'ensemble des Français.

Source : CRÉDOC

Ainsi, les Français qui considèrent que l'évolution de leur niveau de vie personnel a été « meilleure » que celle du niveau de vie de l'ensemble des Français

(les « gagnants avoués ») sont passés de 19 % en 1978-1980 à 29 % en 1990.

Un résultat inverse avait été observé en 1973, c'est-à-dire à l'issue d'une longue période de croissance. L'explication la plus couramment avancée est, qu'en période de croissance, les interviewés attendent les fruits de l'expansion, avec l'impression d'être majoritairement laissés pour compte. A l'inverse, en période de crise, ils ont plutôt le sentiment d'être privilégiés ou d'être à l'abri, de « s'en tirer » globalement mieux que les autres.

Cette montée du « moral de gagnant » ne concerne d'ailleurs pas seulement, contrairement à ce que l'on pourrait penser, les générations les plus jeunes, mais aussi les plus âgées, ce qui traduit bien la diffusion dans la société du sentiment relatif de « mieux s'en sortir individuellement ».

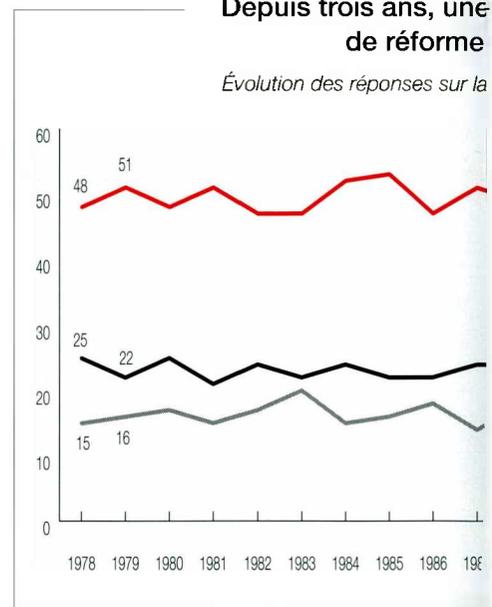
Au sein des groupes qui paraissent depuis 1986-1987 avoir une perception de leur situation relativement moins défavorable, l'effet du diplôme semble particulièrement significatif. Ainsi, 36 % des diplômés du bac ou d'études supérieures estiment en 1990-1991 que leur niveau de vie s'est amélioré depuis dix ans, contre 24 % des non-diplômés (personnes sans diplômes ou titulaires du seul CEP). L'établissement de ce nouveau clivage selon le niveau d'études s'est d'ailleurs accompagné d'une accentuation de l'écart des perceptions entre les cadres et les employés. Depuis 1988 en particulier, les employés sont devenus aussi insatisfaits sur ce point que les ouvriers.

Un clivage plus marqué entre diplômés et non-diplômés

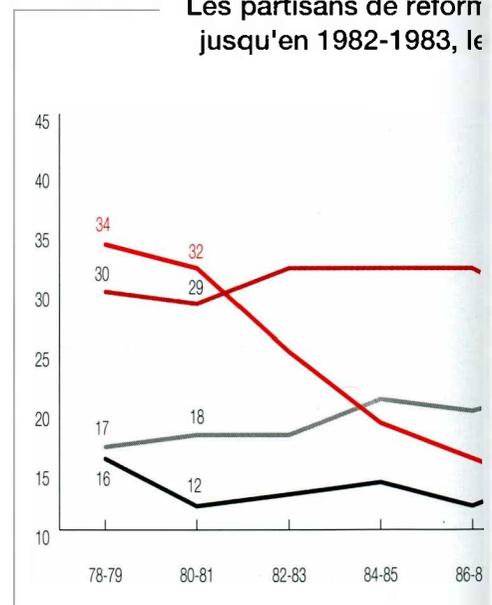
C'est dans ce contexte que doivent être appréciées les modifications intervenues dans les souhaits exprimés par les Français en matière de transformation de la société. Analysés globalement, ces souhaits n'ont guère évolué depuis douze ans : les trois quarts de la population attendent, aujourd'hui comme il y a douze ans, de profondes

Depuis trois ans, une de réforme

Évolution des réponses sur la



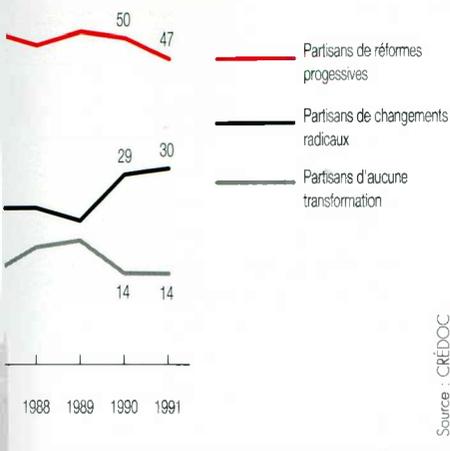
Les partisans de réforme jusqu'en 1982-1983, le



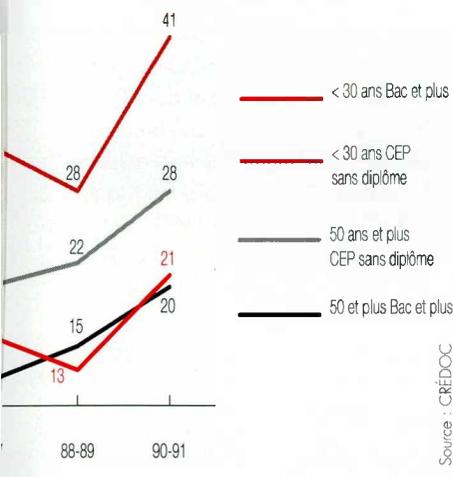
transformations. La préférence affichée pour des *réformes progressives* est également constante sur toute la période de 1978-1990. Autrement dit, le fait politique majeur de la décennie passée, au niveau mondial, à savoir l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est, ne semble pas avoir *globalement* affecté les opinions des Français sur la nécessité de transformer la société : les partisans de réformes radicales ne sont pas devenus moins nombreux. Au contraire, ceux-ci semblent même, depuis deux ans, être en pleine croissance : 30 % des Français souhaitent, en fin 1991, que la société se transforme profondément par des réformes radicales.

demande plus forte → radicales

transformation de la société



es radicales : les jeunes s non-diplômés depuis



Mais au-delà d'une certaine apparence globale de stabilité, se cache en réalité un mouvement structurel important : les partisans de réformes radicales ne sont plus aujourd'hui les mêmes qu'il y a douze ans. Au début des années 80, le besoin de réformes radicales était en effet le plus fortement manifesté par les jeunes, quel que soit leur niveau d'études. Parallèlement, les Français plus âgés considéraient rarement les transformations de la société comme nécessaires. Cette opposition entre générations s'est aujourd'hui fortement atténuée : au fil des ans, les jeunes diplômés ont rejoint leurs aînés de même niveau de diplôme dans leurs souhaits de transformation progressive de la société, tandis que les jeunes sans di-

plômes ont été rattrapés, dans leur radicalisme, par les plus âgés de même niveau. *A un clivage jeunes/personnes âgées, s'est substituée progressivement une opposition diplômés/non-diplômés.*

Ce mouvement général met notamment en évidence l'émergence de deux groupes différenciés au sein des jeunes. D'un côté, les étudiants et les jeunes diplômés n'affichent plus la contestation radicale qu'ils émettaient il y a douze ans. Dans leur majorité, ils ne remettent plus en cause la rationalité du discours économique libéral. Relativement épargnés par le chômage, même s'ils en perçoivent la menace diffuse, ils peuvent se laisser emporter par le courant individualiste. Ils désinvestissent ainsi la politique et privilégient leur épanouissement ou accomplissement personnel dans leur travail, leurs loisirs, leur vie sentimentale, voire leurs relations avec leur famille. La longueur des études et le niveau de diplômes des jeunes étant à la hausse, les étudiants et les diplômés ont acquis un poids non négligeable au sein de l'ensemble de la jeunesse.

A l'opposé, les jeunes non-diplômés n'ont pas perdu leur potentiel de contestation. A la fois moins influencés par le libéralisme économique et plus fortement confrontés à la difficulté de trouver un emploi, ils sont particulièrement bien placés pour critiquer les effets de l'économie de marché ou l'impuissance des politiques de lutte contre le chômage. En leur sein, le mouvement de contestation radicale semble s'être sérieusement amplifié ces dernières années.

Contestation n'est plus synonyme de « modernisme »

Enfin, tout à fait logiquement, l'évolution mise en évidence sur la nouvelle fracture entre diplômés et non-diplômés se retrouve dans les opinions prônées aujourd'hui par les « modernistes » et par les « traditionalistes » en matière de mœurs. En effet, le modernisme aujourd'hui n'est plus synonyme d'attitudes contestataires. Les « modernistes » sont ceux qui considèrent à la fois que la fa-

mille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien, qui prônent la possibilité de dissoudre le mariage par simple accord et qui optent pour la liberté des femmes de travailler (12 % de la population). Seuls 20 % d'entre eux souhaitent aujourd'hui que la société se transforme par des réformes radicales, contre 46 % des modernistes de 1978-1980. Prôner des opinions modernes en matière de mœurs n'implique donc plus une attitude contestatrice globale.

De la même façon, traditionalisme ne rime plus nécessairement avec conservatisme. Si les « traditionalistes » ont aujourd'hui diminué en nombre (14 % en 1978-1980, 10 % en 1989-1990), leurs positions sur le fonctionnement de la société traduisent un vrai mécontentement : 30 % d'entre eux aspirent à des changements radicaux de la société, contre seulement 17 % il y a douze ans.

En fin de compte, comparée à la décennie 70, la période de 1980 à 1990 se caractérise par l'émergence d'un « nouveau » radicalisme dans la volonté de transformer la société. Cette apparition est intervenue au sein d'une population souvent non-diplômée, marquée précisément par des opinions plutôt traditionalistes. Ces nouveaux clivages, relatifs à des niveaux inégaux de formation, montrent à eux seuls combien l'éducation et la formation deviennent dans notre société un enjeu central.

Différencier perceptions et situations objectives

Les données analysées ici sur l'opinion concernant l'évolution du niveau de vie personnel depuis dix ans ne sont évidemment pas assimilables à des situations objectivement constatées. On peut, par exemple, estimer que son propre niveau de vie se dégrade, alors même qu'objectivement celui-ci s'accroît. Mais on sait, bien entendu, que les facteurs psychologiques exercent un rôle important sur les comportements.

Les attitudes sur le progrès technique très différenciées selon le niveau de diplôme

Les opinions des Français sur le progrès technique apparaissent comme un compromis entre la satisfaction du consommateur et la méfiance du travailleur. Car d'un côté, les Français estiment majoritairement, en 1991 comme avant, que les découvertes scientifiques améliorent « un peu » (58 %) ou « beaucoup » (33 %) la vie quotidienne.

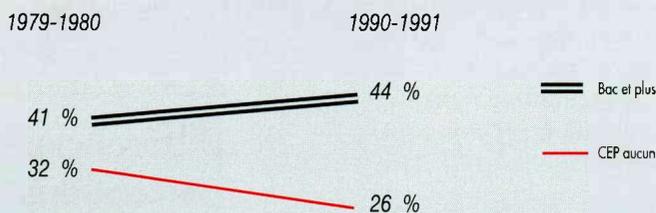
Cette opinion favorable au progrès peut sans doute être mise en relation avec la diffusion dans la population de divers nouveaux produits de haute technologie. Mais, d'un autre côté, quand on demande aux Français à quoi est due l'importance du chômage actuel, ils répondent spontanément en premier lieu : « à la modernisation, au progrès ».

Cette explication du développement du chômage par l'automatisation influe certainement sur les opinions sur la diffusion de l'informatique : 54 % des Français considèrent cette diffusion comme une chose « peu souhaitable, mais inévitable ».

Mais là encore, sur ces deux questions, les diplômés se distinguent par une appréciation nettement plus positive que les non-diplômés : **44 %** des diplômés du bac ou du supérieur considèrent ainsi la diffusion de l'informatique comme une chose souhaitable en 1990-1991, contre **28 %** des non-diplômés. De la même façon, **44 %** des diplômés considèrent que les découvertes scientifiques améliorent « beaucoup » la vie quotidienne ; ce n'est le cas que de **26 %** des non-diplômés. Les écarts n'ont cessé de se creuser sur ces deux points de 1978-1979 à 1991.

● Les non-diplômés plus sceptiques sur le progrès scientifique

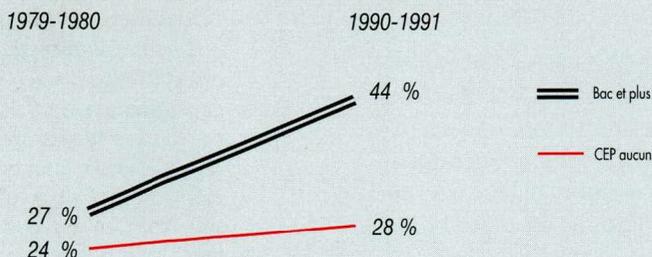
% d'individus considérant que les découvertes scientifiques améliorent beaucoup la vie quotidienne



Source : CRÉDOC

● L'informatique mieux acceptée par les diplômés

% d'individus considérant que la diffusion de l'informatique est une chose souhaitable



Source : CRÉDOC

Pour en savoir plus

Les données utilisées ici sont issues du système d'enquêtes du CRÉDOC sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français ». Ces enquêtes sont réalisées, depuis 1978, en fin de chaque année. Chacune d'entre elles porte sur un échantillon de 2 000 personnes.

L'essentiel des évolutions mises en évidence dans ce numéro de *Consommation et Modes de Vie* est analysé dans le rapport : « Les grands courants d'opinions et de perceptions en France, de la fin des années 70 au début des années 90 », par Georges Hatchuel et Jean-Luc Volatier. Ce rapport est disponible au CRÉDOC (Prix : 220 F).

● Autres références :

- « Argent, stress, individualisme, ... huit indicateurs pour repérer quelques changements de la décennie 80 », par Robert Rochefort, *Consommation et Modes de Vie* n° 54, décembre 1990.

- « La diffusion des craintes dans la société française - Les nouveaux inquiets », par Georges Hatchuel et Jean-Luc Volatier, *Consommation et Modes de Vie* n° 62, novembre 1991.

- « Les inégalités en France et leur évolution depuis une dizaine d'années », par Georges Hatchuel, Viviane Payet-Thouvenot et Guy Poquet, Collection des rapports du CRÉDOC, n° 83, février 1990 (Prix : 220 F).

CRÉDOC

Consommation et Modes de Vie

Publication du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRÉDOC)

Directeur de la publication : Robert Rochefort

Rédacteur en chef : Yvon Rendu

Relations publiques : Brigitte Ezvan

142, rue du Chevaleret, 75013 Paris
Tél. : (1) 40 77 85 00

Diffusion par abonnement uniquement
160 francs par an - Environ 10 numéros

Commission paritaire n° 2193 - AD/PC/DC

Réalisation : La Souris : 45 21 09 61